**compte rendu succinct**

**de la visioconférence**

**du 02 Mars 2023 à 18h30**

**Participants :**

Cette visioconférence a réuni **quelque 40 personnes**, présentes soit à titre personnel soit au nom de l’association à laquelle elles adhèrent.

*NB : Il était très difficile de relever les noms de tous les participants. Aussi, mille excuses pour les personnes oubliées. Elles peuvent néanmoins se manifester pour être ajoutées sur la liste des participants en donnant leur courriel.*

*De même, merci de corriger, le cas échéant, (l’éventuelle mauvaise) orthographe de votre nom et de compléter si nécessaire votre prénom et/ou votre nom.*

*Enfin, merci aux personnes présentes à cette visioconférence et dont le nom et prénom ne figurent pas dans la liste ci-dessous de bien vouloir nous le signaler.*

|  |  |
| --- | --- |
| André Bellon  Anne-Cécile Robert  Georges …  Marc Andrieux  Jean-Marie Griffon  Michel Lamboley  Nicolas Neff  Fabien Berteau  Joël Perichaud  Etienne Setp  Jacques Cotta  Karel …  Gabriel Peries  Jacques Nikonoff  Marc Devillers  Thierry Dechaume  Charles Guittard  Didier Brisebourg  Noura Mebtouche  Jean-Louis Brunati  Georges Martel  Michèle Dessenne  Nathalie Simonet  Gérard Bertre  Marc Jutier  Jean-Luc Pujo  Eric Saintilan  Alain Bosson  Eric Michel  Jean-Michel Toulouse  Luc Laforet  Pascal Geiger  **….** |  |

**Objet de la rencontre :**

Cette visioconférence avait pour objet de réunir organisations et associations volontaires pour aider les citoyens à se saisir de leur souveraineté.

A ce titre, un texte[[1]](#footnote-1) « martyr » devant servir de base aux débats avait été transmis par l’APUC.

Plusieurs participants ont souligné la difficulté de rassembler et mobiliser les citoyens autour de thèmes qu’ils trouvent éloignés de leurs préoccupations quotidiennes ?

A ce propos, d’aucuns ont rappelé qu’il y aurait eu matière à trouver plusieurs axes de mobilisation si un inventaire complet et une analyse sérieuse avaient été faits des cahiers de doléances.

D’autres ont mis en avant la réticence de certains représentants locaux d’associations, syndicats et autres organisations établies à se mobiliser sur des thèmes autres que les leurs.

Certains ont rappelé qu’une mobilisation commune des différentes organisations et associations était une idée récurrente qui ne dépassait jamais le seuil de l’intention. Ils regrettaient l’absence d’actions collectives.

Pour autant, malgré ces quelques dissonances naturelles, l’ensemble des participants a salué l’initiative de cette rencontre.

Il est ressorti de celle-ci, la nécessité de favoriser la coopération entre les organisations présentes ; une coopération pouvant faciliter la diffusion des actions entreprises auprès des relais locaux de chaque organisation et relayer ainsi les initiatives de chacune d’entre elles, une coopération exigeant de tous les partenaires de se réapproprier cette notion, une coopération basée sur la confiance.

Car pas de légitimité sans confiance.

Plusieurs axes proposés par le texte de base ont suscité l’approbation des participants.

Cependant, ceux-ci ont souligné l’importance de les retravailler ainsi que celle de définir une véritable méthodologie de travail.

C’est pourquoi plusieurs d’entre eux ont suggéré de nouvelles rencontres afin d’étudier la manière de « fonctionner » ensemble, d’une part et d’autre part pour déterminer ensemble les axes attendus de coopération.

Une proposition de rencontre en visio sera programmée prochainement pour répondre aux questions et approfondir notre action.

**Annexe :**

**Reconstruire le contrat social**

La question des institutions a particulièrement émergé en 2008, ce moment où les partis politiques dominants ont bafoué la volonté du peuple français exprimée lors du référendum de 2005. Mais il ne s’agit pas seulement de critiquer la Constitution et, bien sûr, d’en proposer une autre. Il s’agit aussi de tirer les leçons de la nocivité du système actuel, d’analyser son rôle dans le dégât politique et social. C’est cela qui permettra de renforcer notre mobilisation pour reconstruire la démocratie, le contrat social, et ainsi de recouvrer et conserver notre souveraineté sur des bases solides et acceptées par tous.

Prôner un changement de Constitution signifie mettre en lumière tout ce qui se passe autour de nous :

* des démocraties occidentales réduites à des théâtres d’ombre qui ne trompent personne et contribuent à leur exécration dans un nombre toujours plus grand de pays,
* un pouvoir croissant de nuisance exercé par des minorités adulant ces autocrates qui n’ont de cesse de priver leur peuple de liberté pour mieux capter une part toujours croissante des richesses,
* une Union Européenne qui œuvre à la dilution des souverainetés et des peuples, se comportant comme un Etat souverain sans en avoir la moindre légitimité, ni un quelconque mandat des peuples qui la constituent,
* des élites, de moins en moins issues de ce qu’on appelait l’ascenseur social, hors sol et qui accentuent en permanence le fossé avec les citoyens,
* de l’ensemble des corps intermédiaires qui, démonétisés, subissent aussi la crise générale de la représentation,
* une augmentation du rôle et de la présence de communautés réduites à la défense d’identités particulières, sapant les fondements de la Nation et du contrat social.

Si ces constats nécessaires doivent continuer d’être approfondis par des écrits, des films, des interviews, des colloques, des publications sur les réseaux sociaux, il faut leur donner un contenu mobilisateur qui se structure :

* d’abord autour d’une vision de la société (le contrat social), c’est-à-dire ce qui fait société et unit autour d’un destin commun,
* puis en une véritable stratégie coordonnée : d’abord mettre en lumière les droits et devoirs des citoyens, ensuite réaffirmer les principes démocratiques fondamentaux, enfin proposer une mise en forme de la souveraineté,
* et, in fine par une incarnation mobilisatrice formée par le socle des organisations initiatrices de cette démarche de reconstruction du contrat social.

Pour que le peuple soit souverain, il faut que la population soit en mouvement vers une finalité partagée. On nous fait croire depuis longtemps que les institutions sont un pur problème technique. Rappelons qu’il s’agit d’un bien public, garant de notre liberté. Il est temps de réunir organisations et associations volontaires pour aider les citoyens à s’en saisir et à se rassembler d’abord localement depuis les communes, puis à l’échelle nationale autour de ces objectifs communs.

**Proposition de plan d’actions**

* Elaborer (avec d’autres) un cycle de séminaires autour de sujets qui tournent autour de nos thèmes. Un cycle annuel de 3 ou 4 séminaires permettrait d’installer une certaine fidélité de la part des auditeurs,
* Enclencher une tournée (physique) des cercles avec pour objet « travailler sur une feuille de route mobilisatrice ». Ces déplacements auraient pour but de remobiliser leurs membres,
* Réinvestir des radios locales et des télévisions citoyennes,
* Imaginer un 4 pages pouvant être distribué par mail aux membres des différentes associations avec qui nous collaborons. Un média (modeste) pour lequel nous définirions (avec d’autres) une ligne éditoriale, et dont les articles traiteraient des sujets d’actualité en rapport avec nos préoccupations,
* …

1. Cf. annexe [↑](#footnote-ref-1)